



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Sociologie et développement social

de l'Université Lille 3 – Sciences
humaines et sociales – Charles de
Gaulle

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Lille

Etablissement déposant : Université Lille 3 – Sciences humaines et sociales
- Charles de Gaulle

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Sociologie et développement social

Domaine : Sciences humaines et sociales

Demande n° S3MA150008652

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Lille 3, Villeneuve d'Ascq

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Sociologie et développement social* prépare ses diplômés à des fonctions de cadres capables d'occuper des responsabilités dans des organismes sociaux (publics, privés, associatifs) ou de mener des études et développer des projets dans des territoires, vers des publics vulnérables ayant à surmonter des épreuves.

A cet effet, trois spécialités sont distinguées en seconde année de master : *Stratégies de développement social* (SDS) ; *Gestion des organismes sociaux* (GOS) ; *Agés, épreuves, vulnérabilités* (AEV). Les deux premières spécialités ont une vocation plus professionnelle. La dernière est plus orientée vers la recherche.

Au préalable, en première année, les connaissances et compétences communes aux métiers du développement social sont transmises. En particulier, les démarches qui associent pleinement les publics fragiles et les différents acteurs susceptibles de les accompagner sont appréhendées. Cette dynamique s'appuie sur une expérience dense et sur des partenariats anciens et nombreux.

Au total, la capacité d'accueil est d'une centaine d'étudiants : une soixantaine en première année et une quarantaine en seconde année, répartie entre les spécialités. Il est cependant possible de candidater directement en seconde année dans une des spécialités, en particulier celles qui sont à finalité professionnelle.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention *Sociologie et développement social* fonctionne avec un programme et une équipe solides. Son offre est ajustée à des besoins réels dont l'évolution est suivie avec soin. L'insertion vers les métiers visés est satisfaisante.

Les objectifs de la formation sont définis avec clarté et expérience. Les sciences sociales sont complétées par des connaissances en gestion, en droit, bientôt en communication afin de doter les diplômés de compétences ajustées. Le programme est équilibré et progressif. Mutualisé en première année, il se spécialise ensuite. Chaque semestre comporte quatre à cinq UE, avec des ECTS bien calculés et des modalités de contrôle des connaissances adaptées. En dernière année, 24 ECTS sur les 60 sont réservés, soit à un stage ou équivalent dans les spécialités professionnelles, soit au mémoire dans la spécialité recherche. Des compétences additionnelles, en particulier l'anglais, sont proposées à chaque semestre. Le travail en groupe et la prise de parole en public sont encouragés. On compte de nombreux enseignements préprofessionnalisants (plus de la moitié du volume horaire de 440 heures dans chacune des spécialités professionnelles). Un effort est fait pour intégrer des étudiants en formation continue ou même par la voie des validations d'acquis professionnels (VAP). En revanche, il n'y a pas de dispositif allant vers l'apprentissage, alors que les partenaires existent et que certains profils d'étudiants pourraient le justifier.

Le positionnement de la mention dans l'environnement est bon. D'une part, il y a des partenariats nombreux et anciens avec le monde socio-économique - notamment avec les anciens diplômés, les maîtres de stage, les employeurs réguliers, les intervenants extérieurs - ce qui constitue un atout majeur pour les deux spécialités professionnelles. D'autre part, il y a un adossement à une équipe de recherche reconnue dans le domaine de l'âge, des épreuves et de la vulnérabilité : le CERIES, Centre de Recherche « individus - épreuves - sociétés ». Il s'agit d'une équipe d'accueil qui réunit des enseignants-chercheurs en sociologie experts dans ce domaine. Cela permet d'enrichir le tronc commun de première année et de porter la spécialité recherche. Il convient cependant de noter que l'Université Lille 1, plus globalement orientée vers les sciences et la technologie, propose elle aussi un master en sociologie avec cinq spécialités dont certaines peuvent recouper en partie la problématique du développement local ici représentée à Lille 3. Par ailleurs, des liens sont noués à l'international, ce qui permet à deux ou trois étudiants de première année de master de partir à l'étranger, dans le cadre d'un échange Erasmus, chaque année. Des enseignants-chercheurs belges interviennent en seconde année dans la spécialité recherche. Un partenariat avec Grenade est développé dans une optique de recherche. Mais, cela concerne peu les deux spécialités professionnelles.

Pour l'insertion professionnelle et le déroulement des études, il convient de distinguer les deux années, puis les spécialités professionnelles ou recherche. L'entrée sans sélection en master 1 explique ensuite un taux de réussite assez bas, d'environ 50 %. En revanche, l'entrée en seconde année est sélective. En 2013-2014, il y avait 70 candidats pour 34 places dans les deux spécialités professionnelles (18 en SDS et 16 en GOS). Pour la spécialité recherche, on compte 12 candidats, puis huit inscrits. Au regard de cette sélection, les taux de réussite sont en général assez élevés, autour de 85 %. Il est à noter que certains étudiants salariés étalent cette dernière année sur deux ans. Le devenir des diplômés est connu. Pour la spécialité recherche, un ou deux diplômés poursuivent en doctorat chaque année. Pour les deux spécialités professionnelles, les débouchés sont précisés. Les taux d'insertion sont fiables et corrects. La proportion de cadres (moitié seulement) ou de CDI (moitié aussi) amène toutefois à nuancer ce constat. Il est vrai que le secteur présente des opportunités nombreuses, mais qui ne sont pas toujours pérennes : missions ponctuelles, projets, cadre associatif, etc.

Le pilotage de la mention repose sur une équipe pédagogique solide, composée de deux professeurs, quatorze maîtres de conférences et trois PAST. Un professeur assure la responsabilité de la mention complète et de la spécialité recherche (AEV). Une maître de conférences assure la responsabilité des deux spécialités professionnelles à la fois (SDS et GOS). Un véritable conseil de perfectionnement existe depuis 2007-2008 et se réunit chaque année. Il inclut neuf intervenants professionnels extérieurs. L'évaluation des enseignements par les étudiants en cours et par les étudiants sortants est effectuée. Les taux de réponse sont corrects. Puis, les taux de satisfaction exprimée sont bons. Tous ces éléments sont pris en compte pour améliorer le fonctionnement et l'offre. L'AERES avait suggéré une meilleure ouverture à l'international. Cela est en cours. Il avait aussi été préconisé de se rapprocher de Lille 1 pour envisager des synergies. Là, force est de constater que bien peu semble avoir été entrepris.

En définitive, le dossier est clair et précis. Les annexes descriptives de diplômes sont fournies, ainsi que les fiches RNCP des deux spécialités professionnelles (SDS et GOS). Il manque celle de la spécialité recherche (AEV). Il est envisagé d'accentuer l'ouverture de la formation : communication, connaissance du milieu politique et des élus locaux, visites d'organismes sociaux..., ce qui est judicieux. En revanche, l'introduction d'une préparation aux concours administratifs pour consolider la spécialité recherche, pour l'instant plus fragile et moins attractive, suscite davantage l'interrogation en raison de la modification qu'elle apporterait à l'identité de cette formation.



- Points forts :
 - Une architecture claire et cohérente, spécialement dans la première année mutualisée et dans les deux spécialités professionnelles de seconde année.
 - Une équipe expérimentée, équilibrée entre apports théoriques et pratiques.
 - Un ancrage socio-économique important, avec des partenariats ajustés aux métiers visés.
 - Un adossement à la recherche établi.
 - Une ouverture internationale sensible.

- Points faibles :
 - Pas de liens avec Lille 1, alors que certains thèmes se rejoignent (déjà mentionné par l'AERES).
 - Pas de dispositifs allant vers l'apprentissage, alors que nombre d'étudiants travaillent déjà, ni de VAE 2002, alors que le secteur s'y prêterait.

- Recommandations pour l'établissement :

Il pourrait être envisagé de contacter l'équipe homologue de Lille 1, afin de réfléchir à des synergies possibles en sociologie, sur des sujets tels que : politiques sociales, économie sociale, associations, enjeux urbains et territoriaux, etc. qui peuvent se rejoindre sur les thèmes du développement social, en retrouvant des partenaires communs.

Au regard de l'importance des étudiants salariés ou avec expérience, il pourrait être opportun de développer les formules d'apprentissage, de VAE 2002 (et pas seulement d'équivalences à l'entrée) ainsi que de renforcer la formation continue.

Il serait peut-être souhaitable d'envisager de sélectionner davantage d'étudiants dans les deux spécialités professionnelles, si le vivier le permet en qualité. Les taux de réussite et d'insertion encouragent à aller dans ce sens, de même que les commentaires sur la demande croissante et diversifiée dans ce secteur.

Si la spécialité recherche mérite d'être consolidée, la diversification vers la préparation aux concours administratifs prévu devrait être envisagée avec circonspection en raison du risque de perdre l'identité de la formation.



Evaluation par spécialité

Stratégies de développement social (SDS)

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Lille 3, Villeneuve d'Ascq

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Stratégies et développement social* (SDS) est la plus ancienne de cette mention. Elle vise à former des professionnels du développement social dans une optique partenariale et à différentes échelles (ville, agglomération, interfrontalier). Il s'agit de faire partager des diagnostics et de promouvoir des actions concertées entre habitants, élus et intervenants. Les diplômés sont capables de conduire des projets, d'accomplir des missions, pour des collectivités territoriales ou des associations. Il est manifeste que le secteur évolue, avec des préoccupations liées à la décentralisation, l'intercommunalité, les services à la personne, la participation des usagers, etc. Le programme proposé s'efforce d'être à jour et de préparer à ces fonctions.

- Appréciation :

Les objectifs de la formation sont guidés par l'insertion professionnelle visée. De ce fait, si un tiers du programme est mutualisé avec l'autre spécialité professionnelle (GOS) - UE sur les politiques sociales, l'anglais notamment - une part professionnelle spécifique importante est prévue. La politique classique de stages suivie par l'autre spécialité professionnelle est remplacée ici, en SDS, par une formule très originale. Comme une promotion comporte 15 à 18 personnes, elle est divisée en trois « groupes de développement social » de cinq à six personnes chacun. Chaque groupe reçoit une mission réelle d'un commanditaire et dispose de huit mois pour remettre un rapport de 200 pages, du diagnostic au plan d'action. Le tout est soutenu devant un jury de cinq personnes (les trois universitaires qui suivent les groupes, le commanditaire du groupe considéré, un expert extérieur). Cette formule de recherche-action collective commanditée par une institution semble finalement aussi fructueuse pédagogiquement que peu coûteuse en encadrement.

En 2013-2014, il y avait 34 candidats pour 18 inscrits ensuite, après entretiens. Il est à noter que six viennent d'un autre master que la première année de cette mention, soit le tiers de la promotion. Pour la promotion 2010, sur 16 diplômés, 13 ont un emploi. Sur ces 13, 10 sont dans la région. Sur ces 13 toujours, 11 ont une mission ajustée à la formation suivie. Pour les deux autres, l'un gère une brasserie et l'autre est enseignant. Les données de 2008 ou de 2009 corroborent cet exemple plus récent. Néanmoins, il aurait été souhaitable d'avoir des données encore plus récentes et précises.

Le pilotage est effectué depuis la mention. De ce fait, il a déjà été détaillé plus haut (conseil de perfectionnement, jury, évaluation des enseignements par les étudiants). En SDS, l'équipe composée de nombre d'intervenants professionnels extérieurs envisage d'animer certaines séances en binôme. Il s'agirait de faire intervenir conjointement un universitaire et un intervenant extérieur. L'idée semble fructueuse pédagogiquement, mais plus coûteuse. Mais il est vrai que le suivi de la partie appliquée, par groupes réunissant cinq à six étudiants chaque fois, est quant à elle source d'économies.

- Points forts :

- Un ancrage socio-économique ancien et dense, dans un secteur évolutif, mais porteur.
- Une équipe pédagogique ouverte, expérimentée, dynamique.
- Une formule originale de recherche action collective commanditée par une institution (le « groupe de développement social »).



- Point faible :
 - Des capacités d'accueil un peu restreintes, alors qu'il y a une bonne attractivité.

- Recommandations pour l'établissement :

Il serait souhaitable de pousser les promotions jusqu'à vingt, si le vivier de recrutement est d'une qualité suffisante, vu le bon taux d'insertion, modulo le taux de réussite. Cela supposerait de trouver une quatrième mission collective pour constituer quatre et non plus trois « groupes de développement social ». Vu le réseau, cela doit être possible.

Il serait peut-être souhaitable de développer la VAE, y compris 2002, dans un tel secteur et d'intensifier le nombre d'étudiants en formation continue.



Gestion des organismes sociaux (GOS)

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Lille 3, Villeneuve d'Ascq

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité professionnelle *Gestion des organismes sociaux* (GOS) prépare à assumer des responsabilités dans des organisations publiques ou privées du secteur social, culturel, éducatif, socio-économique. Le but est d'occuper des postes de directeur de centre social, foyer-logement, services à la personne, mission pour des collectivités territoriales, voire d'association. Les compétences requises consistent à animer des équipes, gérer des financements, organiser le travail, conduire des projets en partenariat. Dans un tel secteur, la gestion doit être éclairée par une certaine éthique. C'est cet ensemble que couvre le programme.

- Appréciation :

L'objectif professionnel assez ciblé se retrouve pleinement dans le programme de formation. On trouve 80 % de thèmes professionnalisants : comptabilité, droit, communication, RH, travail collaboratif. On trouve aussi 20 % de thèmes plus théoriques : institutions et politiques sociales, sociologie comparée des systèmes de protection sociale. Un stage, accompli entre février et juin (200 heures) correspond pour chacun à une mission du domaine. Ce stage individuel débouche sur des préconisations d'actions que l'étudiant formule et qu'il défend lors d'une soutenance. Ce travail est suivi par un PAST, des enseignants-chercheurs et un maître de stage de l'organisme où la mission s'effectue. Il aurait été souhaitable d'avoir plus de précisions sur les lieux et les contenus, au regard de l'aspect central de ce stage.

En 2013-2014, sur 33 candidats, 18 ont été admis. En général, la moitié d'une promotion vient d'un master autre que la première année de la mention correspondante. En 2010, le service commun de l'établissement qui assure le suivi des diplômés à leur sortie indique que sur 14 diplômés, 10 ont un emploi. Sur ces 10, huit sont dans le Nord. Sur ces dix toujours, les dix ont un emploi directement lié aux débouchés visés. Des résultats analogues sont fournis pour les années 2008 et 2009. Cela révèle au passage l'existence de partenaires solides et souvent fidèles. Néanmoins, il aurait été souhaitable de connaître des éléments encore plus récents et précis, en termes de statuts, salaires, types d'organismes, etc. Il est à noter qu'une association d'anciens a été créée depuis deux ans : l'AEDS, Association des Etudiants en Développement Social, ce qui devrait permettre à terme d'en savoir plus sur le devenir des diplômés et bien évidemment de créer un réseau efficace pour l'insertion professionnelle.

L'équipe de pilotage est très favorable à cette initiative. Le pilotage plus global est effectué à l'échelle de la mention (cf. plus haut : conseil de perfectionnement, jury, évaluation des enseignements par les étudiants, autoévaluation). Cette spécialité existe depuis 10 ans et a trouvé depuis longtemps son rythme de croisière. Dans les perspectives, on note une ouverture vers des organismes intervenant plus particulièrement en protection de l'enfance, handicap, âges, économie sociale et solidaire.

- Points forts :

- Une identité professionnelle forte en gestion des organismes sociaux, bien maintenue par un programme pluridisciplinaire (sociologie, gestion, droit, communication...).
- Un ancrage dans l'environnement socioéconomique solide avec des partenariats pertinents, et l'association des anciens qui vient de se créer.
- Une équipe expérimentée et dynamique, réunissant universitaires et intervenants extérieurs.

- Point faible :

- Une ouverture internationale peu déployée.



- Recommandations pour l'établissement :

Si les besoins sont en train de croître (social, culturel, éducatif) et de se diversifier (enfance, âges, handicap), il pourrait être envisagé d'augmenter la taille de la promotion jusqu'à une vingtaine, si le vivier est de qualité suffisante.

La voie de la formation continue et de la validation des acquis professionnels (VAP) sont déjà suivies, mais pourraient peut-être être intensifiées au regard du public concerné. De même, une réflexion pourrait être menée sur la mise en place de la validation des acquis par l'expérience (VAE 2002), voire des formules d'apprentissage.

La finalité professionnelle justifiant une approche très pluridisciplinaire dans cette spécialité (SHS, gestion, droit), il pourrait être intéressant de faire bénéficier l'ensemble de la mention de cet atout.

Dans le PRES, on retrouve des thèmes communs à Lille 2 et Lille 1, de sorte qu'il pourrait être envisageable de trouver des synergies dans un domaine en pleine évolution comme celui des organismes sociaux.



Âges, épreuves, vulnérabilités (AEV).

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Lille 3, Villeneuve d'Ascq

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Le but de la spécialité *Âges, épreuves, vulnérabilités* (AEV) de deuxième année de master, plus orientée vers la recherche, est de former des experts dans le domaine des âges de la vie, de la vieillesse et de ses prises en charge, des vulnérabilités qui y sont liées. Il s'agit de former des spécialistes capables de mener des enquêtes et de formuler des diagnostics, voire de futurs doctorants, désireux de poursuivre en doctorat. La spécialité est adossée au Centre de Recherche « individus - épreuves - sociétés » (CERIES), équipe d'accueil 3589, très visible sur cette thématique.

- Appréciation :

Le programme comporte des UE très articulées sur l'activité du laboratoire. Il comporte la participation à quatre séminaires : deux thématiques et deux plus méthodologiques. Il n'y a pas de stage obligatoire. En revanche, un mémoire de recherche doit être réalisé. Certains le sont dans un cadre contractuel, avec financement et accès à un terrain. La formation par la recherche est la vocation première de cette spécialité. De ce fait, la formation professionnelle hors recherche est peu développée (une cinquantaine d'heures pour cinq intervenants extérieurs, dont un assure l'essentiel). La formation continue ne semble pas avoir sa place ici. En revanche, les potentialités internationales d'échanges décrites à l'échelle de la mention pourraient être davantage valorisées.

L'attractivité est faible. Par exemple, en 2012-2013, il est mentionné 12 candidats, puis huit inscrits. Avec un nombre si faible d'étudiants, on peut regretter de ne disposer que de très peu d'informations sur le devenir des étudiants. Le taux de réussite n'est pas mentionné. On sait seulement qu'une ou deux personnes s'inscrivent en doctorat chaque année et que, sur les années récentes, un ou deux sont devenus consultants.

Trois enseignants-chercheurs (les deux professeurs et le maître de conférences - HDR) ainsi qu'un intervenant extérieur disposent de la plus grande proportion des heures. Le responsable de cette spécialité est aussi responsable de la mention. Le pilotage s'effectue depuis la mention, sans ajout spécifique à l'échelle de la spécialité recherche AEV.

Dans les perspectives, le thème de la santé devrait être introduit, car il présente des débouchés (il est d'ailleurs déjà présent à Lille 1). Une préparation aux concours administratifs est envisagée afin de rendre cette spécialité plus attractive ; toutefois on risque tout autant de modifier en profondeur son identité en diversifiant ainsi le programme actuel.

- Points forts :

- Une équipe scientifique et pédagogique resserrée de haut niveau sur le thème étudié.
- Une initiation intéressante à la vie de laboratoire.

- Points faibles :

- Une attractivité faible et, par suite, peu d'inscrits.
- Très peu d'inscrits en thèse de doctorat.
- Absence d'informations sur le devenir des autres, sortis avec ou sans le diplôme.



- Recommandations pour l'établissement :

Il conviendrait de se rapprocher de Lille 1, afin d'unir des forces, surtout si un des nouveaux thèmes est celui de la santé, très étudié aussi dans l'autre université. Cela a déjà été suggéré à l'échelle de la mention. Mais c'est pour cette spécialité que cette piste peut s'avérer prioritaire.

Il serait souhaitable de mieux valoriser cette spécialité recherche du master, pour la rendre plus attractive aux yeux de candidats plus nombreux.

Dans les pistes prioritaires, il serait envisageable de nouer plus de partenariats, d'ouvrir à des stages, ne serait-ce que pour préparer aussi à la vie active ceux qui ne se destinent pas à la recherche.

Il serait aussi possible de se préoccuper d'enseignement à distance, et tout au long de la vie.

Enfin, il convient d'être prudent dans le projet de préparer aux concours administratifs (attachés territoriaux), qui semble éloigné de la formule actuelle. Loin d'être une solution, cela pourrait s'avérer source de dispersion.



Observations de l'établissement

Réponse à l'AERES sur l'évaluation 2014

N° de dossier : S3MA150008652
Master mention sociologie et développement social

L'établissement remercie les experts de leur lecture attentive et reproduit ci-dessous les réponses de l'équipe pédagogique.

Réponse de l'équipe pédagogique

- Nous prenons bonne note de la proposition d'augmenter les effectifs en M2 Pro. Jusqu'à présent, une telle augmentation n'était pas souhaitable afin de maintenir un niveau suffisant des étudiants admis. Dans l'avenir, il est probable que nous aurons un flux croissant d'étudiants de bon niveau (venant de la licence SHDS), mais augmenter les flux paraît difficile avec les ressources humaines qui sont les nôtres...

- Concernant les rapprochements avec Lille 1 sur certaines thématiques (comme la santé), nous y sommes favorables, mais il nous semble nécessaire d'y travailler de manière progressive et maîtrisée afin de ne pas nous retrouver dans la même situation que pour la licence. Nous avons opté pour la mention "Intervention et développement social" alors que Lille 1 va opter pour la mention "sociologie". C'est sur cette base que nous pourrions envisager des partenariats fructueux.

